

Femmes et élues :

Paroles

Les communautés de femmes élues et leurs rendez-vous se multiplient, comme ce week-end, à Issy-les-Moulineaux, où plusieurs centaines sont attendues pour les Journées nationales des femmes élues. Être femme et élue, est-ce un honneur, une sinécure, une gageure? Eclairages.

Séverine Perrier, Lucile Preux
et Marcel Oudot

Parmi les nombreuses femmes élues en Limousin, nous en avons interrogé plusieurs, exerçant des responsabilités à divers degrés, sur leurs motivations et leur condition de femme dans la vie politique. Leurs réponses sont édifiantes...

Valérie Simonet, présidente du conseil départemental de la Creuse Avant de diriger le Département, Valérie Simonet a d'abord été maire d'une petite commune rurale (Bussière-Nouvelle, 110 habitants), suppléante du député Jean Auclair... « Maire, c'est déjà un premier niveau : celui qu'une femme franchit en pensant que oui, elle peut avoir des responsabilités, mais c'est aussi vrai dans le monde de l'entreprise par exemple. En politique, on peut déjà constater un progrès notable grâce à la loi sur la parité. Cela a commencé avec les élections régionales où l'on a accédé au grade de suppléante. J'ai moi-même été la suppléante du député et je ne pense pas qu'il m'a choisie uniquement parce que j'étais une femme. Puis, il y a eu les municipales, les départementales. Quand j'ai été élue présidente, on était 10 femmes sur 101 départements. Après la loi sur le non-cumul, on est passé à 12 : c'est aussi un petit progrès. Quand je vais à la Région, évidemment qu'on me remarque, à tort ou à raison, parce que je suis la seule femme mais cela peut aussi être utile. On a ouvert la voie en 2015. Cette loi sur la parité était nécessaire. Le seul paradoxe, c'est que mainte-

nant, on ne pourra pas être plus de femmes que d'hommes alors qu'on aurait beaucoup de choses à rattraper. Oui, on est forcément différentes - on ne doit surtout pas se transformer en homme - les comportements ont changé aussi même s'il y a encore des clichés mais en politique, on applique les mêmes règles que celles appliquées dans la société en terme de relations. Aujourd'hui où l'on parle beaucoup de harcèlement, de pression, peut-on dire que le monde politique aurait été différent s'il n'y avait toujours eu que des femmes ? Aurait-on autant d'assistants, de secrétaires ? Y aurait-il les mêmes comportements ? Je ne pense pas. »

Marie-Ange Magne, députée de la 3^e circonscription de la Haute-Vienne. Après seulement six mois en politique, Marie-Ange Magne affirme déjà avoir eu affaire à des remarques déplacées sur son âge ou sur sa condition de femme. « Pour compenser, les femmes politiques travaillent beaucoup plus que les hommes. Nous ne pouvons pas nous permettre d'arriver avec une maîtrise approximative des dossiers, sous peine de passer pour des potiches. Heureusement, j'ai ma famille pour m'aider. Mon mari m'épaule et s'occupe de nos jumeaux. Je remarque d'ailleurs en discutant avec des collègues que la répartition des tâches dans le couple a évolué. Si on peut montrer à nos enfants que tout est possible, j'en suis fière ». L'appel aux femmes d'Emmanuel Macron en janvier 2017 l'a convaincue de se présenter. « Il a parlé de l'autocensure des femmes qui ne se sentent pas assez légitimes pour s'engager. Il a reconnu les difficultés que nous rencontrons, sans en faire une fatalité. C'est ce qui m'a donné le courage de postuler. » Marie-Ange Magne



ELU(ES). Maires hommes, maires femmes : la proportion n'est pas franchement égale, comme le montre cette photo prise lors de la dernière assemblée générale de l'association des maires de la Haute-Vienne. Ce qui est vrai en Haute-Vienne l'est aussi dans les autres départements limousins. PHOTO D'ARCHIVES THOMAS JOUHANNAUD

apporte son soutien aux journées des élues qui se tiennent ce week-end à Issy-les-Moulineaux. « Elles rendent les femmes visibles et rappellent que rien n'était encore gagné, il y a quelques années ».

Christine de Neuville, maire de Vicq-sur-Breuilh (Haute-Vienne). Maire depuis quinze ans, Christine de Neuville envisage la politique comme un moyen d'ap-

porter quelque chose à son territoire. « Ça aurait pu être le monde associatif, mais j'ai surtout choisi d'aménager ma commune ». Être une femme n'a jamais posé de problème avec ses collègues, mais plutôt auprès de certains administrés durant son premier mandat, qui doutaient de ses capacités. Il faut dire qu'elle était la seule femme maire de sa communau-

té de communes. « Aujourd'hui c'est différent, j'exerce depuis quinze ans. En revanche, je suis toujours aussi agacée de recevoir des courriers adressés à monsieur le maire. Cette indifférence ordinaire montre que la mixité en politique n'est pas acquise. Il m'est parfois arrivé de répondre qu'il n'y avait pas de monsieur le maire à l'adresse indiquée ! Je vois aussi la diffé-

La manifestation va se décliner en région en 2018

Julia Mouzon est la fondatrice des Journées nationales des femmes élues dont la 6^e édition a lieu ce week-end à Issy-les-Moulineaux.

En 2012, cette polytechnicienne qui travaillait au ministère des Finances a eu l'idée de proposer un lieu d'échanges et de formation aux élues locales pour les aider dans leur rôle, les encourager dans leur mandat politique. En constatant que seulement 15 % des maires étaient des femmes, Julia Mouzon avait envie d'être mieux représentée en tant que citoyenne par des élues et sans qu'elles arrivent en politique uniquement pour des raisons de



JOURNÉES. L'objectif est de débattre de la place de la femme mais aussi des sujets liés au mandat local.

quotas : « On connaît la grande solitude du mandat d'élue qui manque de reconnaissance. Et c'est encore plus difficile pour une femme qui doit évoluer dans un milieu très masculin ».

Les Journées débattent de la place de la femme mais aussi de l'ensemble des sujets liés au mandat local (désertification des communes, redynamisation des centres villes...). 35 élues ont participé à la première édition ; elles sont 500 aujourd'hui. Et Julia Mouzon a créé une start-up qui emploie 6 personnes pour animer une communauté toute l'année en proposant des formations. En 2018, elle va décliner

la Journée dans 5 régions : en Nouvelle-Aquitaine, le premier rendez-vous aura lieu à Bordeaux le 1^{er} juin.

Ce week-end, actualité oblige, la journée reviendra sur le harcèlement : les élues seront invitées à twitter des témoignages et des propositions au Gouvernement. « Les élues locales sont en première ligne sur ce sujet : c'est vers elles que les femmes victimes de violences se tournent pour trouver un foyer, une association... » ■

➔ **Internet.** Le site des Journées nationales des femmes élues : jnfe.fr.

les schémas sont dépassés



enfin, est-ce qu'on demande aux hommes politiques s'ils ont du mal à concilier vie familiale et vie publique? » Enfin, le sujet des rapports entre hommes et femmes politiques est évacué rapidement : « J'ai toujours fait en sorte qu'il n'y ait aucune ambiguïté dans mes rapports avec mes collègues masculins, mais on est dans la relation humaine. S'il faut que les abus soient révélés, évitons toutefois la spirale de la délation », conclut la sénatrice.

« Qu'avez-vous fait de vos enfants ? »

Andréa Brouille (maire de Bessines, Haute-Vienne, et vice-présidente du Conseil régional). « Je suis tombée dedans lorsque j'étais toute petite puisque mon père était maire de Bessines, puis premier vice-président du Conseil général. De toute façon, j'avais un tempérament militant. J'aimais les débats mais aussi l'action; j'étais d'ailleurs déléguée de classe très souvent, ce qui n'était pas le cas de mon frère ni de ma sœur. Pour les rapports entre hommes et femmes en politique, j'étais plutôt bien armée, ayant été au lycée Turgot où nous étions une poignée de filles pour des centaines de garçons, puis cadre chez Michelin. La vie familiale? Je dirais que la question ne doit pas se poser. Quand je suis devenue maire de Bessines, en 2008, on me demandait souvent, avant les réunions : « qu'est-ce que vous avez fait de vos enfants? » J'ai trois ados à la maison, et ils ne se plaignent pas du fait que leur mère n'est pas sur eux en permanence [rires]. Nous privilégions la qualité car nous savons que le temps nous est compté. Enfin, mes rapports avec les hommes dans le milieu politique ne souffrent aucune ambiguïté, pourtant je vois aujourd'hui des collègues, au Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ou ailleurs, qui sont mal à l'aise. » ■

rence entre les femmes et les hommes par mes collaboratrices. J'organise parfois des réunions en fonction de leurs obligations familiales, car ce sont encore les femmes qui s'occupent des enfants, et les emmènent chez le médecin. Un collaborateur masculin ne m'exprime jamais ce genre de problème. Je pense que c'est aux femmes d'expliquer, de faire l'effort d'imposer leur choix de vie à leur famille pour que les choses changent ».

Marie-Françoise Perol-Dumont (sénatrice de la Haute-Vienne).

« J'ai choisi de faire de la politique parce qu'il ne suffit pas de dire : il faut faire. Le fait d'être une femme en politique n'est ni un handicap ni un atout. Lorsqu'un homme politique prend une décision, tranche, on dit qu'il a de l'autorité. Pour une femme politique, on dira qu'elle est autoritaire. Le sexisme est sous-jacent. » La question de la vie familiale exaspère Marie-Françoise Perol-Dumont : « Nous aurons gagné lorsqu'on ne nous posera plus cette question car,

« Cela aurait sans doute été plus facile si j'avais été un homme »

Bernadette Bourzai a été sénatrice (PS) de Corrèze, députée européenne, conseillère régionale, générale, maire d'Égletons... Aujourd'hui retirée de la politique, elle raconte son parcours de femme élue, et ses débuts semés d'embûches.

■ **Vous avez adhéré au PS en 1971. Comment étaient considérées les femmes ?** On se sentait des intruses. Disons qu'il y a eu une bascule au sein du PS quand a été décidée la mise en place de quotas pour les élections. C'est comme ça que j'ai été élue en 1986 au titre du quota des femmes. Mais la grande avancée a été sous Jospin avec la mise en place de la parité sur les listes, jusqu'aux binômes des élections départementales. Cela a été une avancée décisive. Certains disaient que ce n'était pas normal, qu'il fallait qu'on fasse nos preuves. Mais on ne pouvait pas les faire si nous n'étions pas en capacité d'être élues !

■ **On parle beaucoup de harcèlement en ce moment. En avez-vous été victime ?** Non. Je ne peux pas dire que je n'ai pas reçu de propositions un peu salaces, mais rien de grave. Mais malheureusement cela existe. Dans les partis politiques, il était bien connu que si on voulait réussir il fallait coucher. Moi j'étais dans un secteur pas enviable : la Haute Corrèze, la lutte contre Jacques Chirac... On me laissait faire...

■ **Auriez-vous fait une autre carrière politique si vous aviez été un homme ?** Cela aurait sans doute été un peu plus facile. En particulier dans les années 1970-1980. J'ai parfois hésité à continuer tant les attaques de mes adversaires étaient violentes.



ÉLUE. Bernadette Bourzai.

Quand on vous menace de viol, de mort, qu'on vient casser des bouteilles de champagne dans votre cour les soirs d'élection ou qu'on répand des rumeurs odieuses sur vous, il faut avoir le cuir dur. Et il faut le temps de le faire, ce cuir. J'ai commencé à faire le mien à partir de 1986, après les élections régionales grâce au président Robert Savy. C'est à partir de là que j'ai commencé à faire mon chemin comme un homme. Avant, cela a été très dur. Heureusement, mon mari a été bienveillant.

■ **Quel conseil donneriez-vous à une femme qui débute en politique ?** J'ai un conseil très pratique que je donnais aux jeunes qui venaient me solliciter pour un emploi d'assistante parlementaire ou un stage au Sénat. Je leur disais qu'avant de se lancer en politique, il fallait d'abord savoir ce que voulait dire travailler, élever une famille. Ensuite seulement, je pense qu'on peut faire de la politique. Je leur donnais en fait le conseil de réaliser le parcours que j'ai connu. ■

E. Constans et M.-F. Perol-Dumont, les pionnières

Ellen Constans (PCF) est devenue, en mars 1973, la première députée de la Haute-Vienne. D'autres ont suivi.

La même année, elle est élue conseillère générale sur le canton de Limoges-Le Palais, puis entre au conseil municipal de Limoges, en 1977. Tombeuse du futur ministre de Mitterrand, le Creusois Georges Sarre en 1973, elle épingle à son tableau de chasse, cinq ans plus tard, le jeune (33 ans) candidat socialiste Alain Rodet. Agrégée de grammaire, celle qui se penchait aussi volontiers sur la place des femmes dans l'œuvre de Stendhal que sur les problèmes so-

ciaux et politiques de son époque mena parallèlement une brillante carrière d'universitaire à Limoges, devenant même une référence dans le domaine du roman sentimental à travers les âges.

A Paris, puis à Strasbourg
Quelques années plus tard, en 1984, la Bellachonne Colette Gadioux, déléguée régionale aux droits de la femme, devient la première femme en Limousin à siéger, pour un mandat, au Parlement européen. Elle sera suivie bien plus tard (2008) par la Corrèzienne Bernadette Bourzai, élue d'un département où il faudra attendre 2012 pour voir

une femme élue à l'Assemblée nationale, la regrettée Sophie Dessus, disparue avant la fin de son mandat. Au chapitre des premières de cordées, Marie-Françoise Perol-Dumont occupe une place de choix : seule femme élue au conseil municipal de Nedde, en 1977, l'actuelle sénatrice de la Haute-Vienne fut aussi la seule élue au conseil départemental en 1988, lorsqu'elle y entra pour représenter le canton de Limoges-Beaupuy, avant d'en devenir la première présidente, l'une des rares à ce poste, en 2004. Depuis, la Creusoise Valérie Simonet l'a imitée, en 2015. Enfin, Marie-Françoise

Perol-Dumont est la première femme à représenter la Haute-Vienne au Sénat, depuis 2014.

Successivement adjointe puis première adjointe au maire de Limoges, avant sa démission en décembre 2011, Monique Boulestin (PS) restera comme celle qui a fait chuter le champion de la droite, Alain Marsaud (UMP), en 2007. Désormais présidente départementale du PRG, elle est la suppléante du sénateur Jean-Marc Gabouty depuis 2014, ayant ainsi préfiguré le rassemblement, officiel dans quelques jours, du PRG et du Parti radical en un seul et même parti. ■

Marcel Oudot
marcel.oudot@centrefrance.com